

« Qui sommes-nous » et qui nous ne sommes pas. L'identité américaine mise à mal à sa frontière Sud.



Jean Sébastien Blanc*

Samuel Huntington, politologue américain rendu célèbre dans le monde entier suite à la parution d'un article, suivi d'un livre en 1996, intitulé « Le choc des civilisations¹ », a durablement marqué la géopolitique américaine en mettant les valeurs, la culture et surtout l'idéologie au cœur des conflits internationaux. C'est surtout à partir des attentats du 11 septembre 2001 que ses thèses ont alimenté l'argumentation belliqueuse des néoconservateurs de Washington. Or, cet ancien professeur à l'université de Harvard est également l'auteur d'un livre dédié à l'identité américaine, intitulé « Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures² », dans lequel il fonde l'identité étatsunienne dans son opposition à la figure de l'« Autre », qui prend, généralement, les traits du Mexicain. La grande peur de Huntington et de ses épigones repose dans la prétendue dissolution de la frontière qui pourrait générer, à terme, un vaste territoire au Sud-ouest des États-Unis, du nom de « Mexamérique » (ou

La frontière entre les deux États, qui compte 49 postes de contrôle, est la plus fréquentée au monde, avec une fourchette de 278 à 351 millions de personnes la traversant annuellement du Sud vers le Nord

parfois aussi « Amexique ») et donc menacer directement la souveraineté nord-américaine. Cette thèse est sous-jacente au durcissement progressif des politiques migratoires, ainsi qu'à la grande entreprise, débutée en 2006, consistant en la construction d'un réseau étendu de murs et de barrières entre les deux pays.

La frontière entre les deux États, qui compte 49 postes de contrôle, est la plus fréquentée au monde, avec une fourchette de 278 à 351 millions de personnes la traversant annuellement du Sud vers le Nord³. Cette porosité territoriale a donc de quoi inquiéter les tenants d'une ligne dure en matière d'immigration. La décision d'ériger une barrière au sud du territoire nord-américain représente, en réalité, la culmination d'une politique anti-migratoire, à son tour située dans le long mouvement de balancier entre ouverture et fermeture vis-à-vis des migrants mexicains. Pour bien comprendre la relation particulière entre les deux voisins, symbiotique et antagoniste à la fois, il faut remonter jusqu'en 1823,

¹ *The clash of civilizations and the remaking of the world order*, Simon and Schuster, New York, 1996

² *Who are we ? The challenges to America's National Identity*, Simon and Schuster, New York, 2004

³ Cf. Isabelle Vagnoux, *Les États-Unis et le Mexique. Histoire d'une relation tumultueuse*, L'Harmattan, Paris, 2003, p. 178

* Jean-Sébastien Blanc est conseiller en monitoring des lieux de détention, Association pour la prévention de la torture (APT), Genève.

date de la fameuse « doctrine Monroe », qui interdisait unilatéralement aux puissances européennes tout type de colonisation dans l'« hémisphère occidental ». À partir de cette date, tout le territoire qui se déployait au sud de la frontière allait désormais entrer dans le giron des États-Unis. Il est d'ailleurs capital d'avoir à l'esprit qu'une grande partie du territoire américain actuel, correspondant aux États du Texas, de la Californie et du Nouveau-Mexique, appartenait au Mexique jusqu'à la moitié du XIXe siècle. En 1854, le traité de Gadsden a représenté la touche finale de l'expansion vers le Sud, avec l'annexion de 73'300 km² gagnés encore sur le Mexique. La « Révolution mexicaine » de 1910, malgré son nationalisme économique certain, a signifié en réalité la consécration de la relation bilatérale entre les États-Unis et le Mexique, aux dépens des puissances européennes. La stabilité du pays, elle, était garantie par l'hégémonie d'un parti politique unique (le « Parti National Révolutionnaire », plus tard rebaptisé « Parti Révolutionnaire Institutionnel »), qui a régné en maître entre 1929 et 2000. Le système a pu se perpétuer grâce à un président non rééligible, mais qui pouvait choisir son successeur, générant ainsi une « dictature parfaite », selon les mots de l'écrivain Mario Vargas Llosa⁴.

En 1982, suite à la crise du peso qui a ébranlé toute sa structure socio-économique, le Mexique s'est « ouvert au monde », en décidant d'adhérer au GATT. Cette logique d'ouverture a culminé avec l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), signé en 1994 avec les États-Unis et le Canada. Cette intégration devait permettre de mettre un frein à l'immigration vers le Nord et créer des emplois au Mexique. Aux États-Unis, la crainte des syndicats reposait avant tout sur l'idée que le traité allait signifier, irrémédiablement, une maquiladorización⁵ de tout le Mexique. Selon ce scénario catastrophe, les entreprises nord-américaines auraient dû fermer leurs portes, licencier leurs employés, et ouvrir de nouvelles unités de production au Mexique pour profiter des salaires inférieurs. Cependant, on ne peut pas dire que ce schéma se soit réalisé aujourd'hui. Par contre, il est intéressant de noter que l'ouverture commerciale a coïncidé avec une restriction et un contrôle accru des migrations. Ainsi, alors que se

⁴ Interviewé par *Proceso*, 8 septembre 1990

⁵ Les *maquiladoras* sont des usines bénéficiant d'une exonération de droits de douane afin de produire à moindre coût des marchandises assemblées, la majeure partie étant importée, et qui sont ensuite destinées à l'exportation.

négoyait l'intégration en termes purement économique, les flux de personnes étaient victimes d'un renforcement des contrôles, instaurant de la sorte une véritable intégration à deux vitesses.

L'opportunisme américain semble flagrant si l'on analyse de plus près sa politique migratoire. En effet, les États-Unis ont beaucoup profité de l'interdépendance constante entre l'offre et les besoins des deux économies, en jouant avec la logique des facteurs de fuite (push) et d'attraction (pull), qui font de la mobilité vers le Nord, aujourd'hui encore, une option économique rentable. En 1942, le programme *Bracero* a été ainsi mis en place dans le but de combler les besoins en main-d'œuvre dus au vide laissé par la Deuxième Guerre mondiale. Ce programme, qui consistait à recruter au Mexique des travailleurs saisonniers, a duré jusqu'en 1964. Tous les travailleurs étaient employés légalement sous les auspices du programme, même si, parallèlement, de nombreux clandestins complétaient le contingent. C'est d'ailleurs de cette période que date la première offensive de grande envergure contre les

clandestins, appelée *Operation Wetback* : En 1954, en effet, un détachement spécial a été déployé dans les zones de grande concentration de travailleurs illégaux pour y effectuer des raids massifs. Selon les autorités, ce sont plus de 1,3 million de clandestins qui auraient été

reconduits à la frontière lors de cette opération.

La fin du programme *Bracero* a coïncidé avec la mise en marche du système *des maquiladoras*, créée dans le cadre de l'industrialisation de la frontière. Cependant, le développement local tant attendu ne s'est pas complètement réalisé. Au demeurant, l'émigration vers les États-Unis n'a pas diminué, les salaires américains conservant toute leur force d'attraction. Isabelle Vagnoux a bien saisi le phénomène de double migration généré par le système des *maquiladoras* : « Croyant améliorer leur sort en travaillant dans *les maquiladoras* de la frontière, les pauvres du centre et du sud du Mexique affluent en masse. Lorsqu'ils se rendent compte de la situation précaire qu'on leur y offre, ils passent alors "de l'autre côté" ». On peut donc estimer que loin de juguler l'immigration, *les maquiladoras* l'encouragent indirectement, et constituent en fait une sorte de tremplin vers les États-Unis.⁶ »

⁶ *Op. cit.*, p. 207

Les États-Unis ont toujours été une terre d'immigration, mais, à partir des années soixante-dix, avec les premières crises du pétrole, les portes ont commencé à se fermer, la priorité des autorités se limitant à sauver l'emploi et éviter les troubles intérieurs. Dans le but d'encadrer plus strictement l'immigration, une loi a été promulguée en 1986, conjuguant régulation et répression. En effet, tandis que d'une part on régularisait le statut des clandestins ayant résidé dans le pays de manière continue depuis plus de cinq ans, d'autre part des sanctions étaient prévues contre les employeurs embauchant des clandestins « en connaissance de cause ». Si cette loi a fonctionné pour un temps, les pressions des lobbies agricoles ont vite conduit à un retour à la bienveillance de la part des autorités. Il s'agissait ainsi d'un équilibre fragile entre les besoins du marché et la satisfaction de l'opinion publique. Avec la détérioration de la situation économique, la tolérance envers les clandestins n'a cessé de diminuer. Ainsi, en Californie, la Proposition 187, qui avait pour objectif d'interdire aux clandestins l'accès aux services sociaux, a été approuvée par une majorité d'électeurs en 1994 (même si, une année plus tard, un juge fédéral l'a déclarée inconstitutionnelle). En 1994 toujours, les États-Unis ont mis en œuvre une politique de protection de la frontière, connue sous le nom d'*Operation Guardian*⁷, utilisant la stratégie de la « prévention et dissuasion ».

En parallèle, chaque État ayant une frontière avec le Mexique a instauré ses propres opérations de contrôle, telles que *Hold the line* au Texas, *Gatekeeper* en Californie et *Safeguard* en Arizona. En 1996, la loi nationale sur l'immigration a encore renforcé les patrouilles frontalières à raison de 1000 agents supplémentaires par année entre 1997 et 2001, la nomination de 1200 agents chargés de traquer *les indocumentados*, et a également facilité les procédures d'expulsion.

Tandis que les autorités des deux pays parlaient intégration et ouverture des marchés et que les accords de l'ALENA devaient révolutionner la réalité économique de toute l'Amérique du Nord, les possibilités des migrants se réduisaient donc comme peau de chagrin, alors même que les contrôles aux frontières se professionnalisaient. La

Les États-Unis ont toujours été une terre d'immigration, mais, à partir des années soixante-dix, avec les premières crises du pétrole, les portes ont commencé à se fermer, la priorité des autorités se limitant à sauver l'emploi et éviter les troubles intérieurs

décision d'ériger un mur a par conséquent représenté la dernière pierre d'un édifice des plus sophistiqués. La lutte contre le terrorisme aura d'ailleurs certainement été le meilleur argument pour justifier sa construction, initiée en 2006, après que le président Georges W. Bush a promulgué une loi, *le Secure Fence Act*, visant au financement d'une « barrière fortifiée » de plus de 1100 kilomètres le long de la frontière. Le Congrès avait adopté la loi en septembre de la même année à une grande majorité, reflétant les préoccupations de la population face au problème de l'immigration illégale massive et du narcotrafic. Il ne s'agit pas d'une construction continue, à la manière du Mur d'Hadrien sur le territoire actuel du Royaume-Uni, étant donné qu'il aurait été très onéreux et peu pertinent de construire une barrière le long d'une frontière longue de près de 3200 kilomètres. Il a donc été décidé de construire diverses barrières situées sur des lignes stratégiques. Elles ont pour l'essentiel l'aspect de palissades métalliques, avec un degré de sophistication varié, mais elles sont complétées par d'autres systèmes de défense du territoire. Ainsi, l'État du Texas a-t-il décidé d'opter pour un mur virtuel, composé de caméras de sécurité réparties en divers points stratégiques. *Le Texas Virtual Border Watch*, puisque tel est son nom, financé par le bureau de la justice criminelle de l'État, semble concrétiser le rêve du panoptique, permettant à n'importe quel internaute de

participer à la surveillance de la frontière et dénoncer tout type d'« activités suspectes ». Les mots de Michel Foucault, décrivant le fonctionnement du panoptique imaginé par Benjamin Bentham, correspondent exactement au projet texan : « Peu importe [...] qui exerce le pouvoir. N'importe quel individu, pris presque au hasard, peut faire fonctionner la machine : en l'absence du directeur, sa famille, son entourage, ses amis, ses visiteurs, et même jusqu'à ses serveurs. De la même manière, le motif qui les anime peut être différent : la curiosité d'un indiscret, la malice d'un enfant, la soif de savoir d'un philosophe qui voudrait parcourir ce musée de la nature humaine, ou la méchanceté de ceux qui ressentent du plaisir à épier à punir.⁸ » Le contrôle de la frontière prend donc, à la frontière Sud des États-Unis, des allures d'utopie réalisée.

⁷ Selon un rapport de la Commission Nationale des droits humains du Mexique, depuis la mise en marche de cette opération, environ 5000 migrants clandestins auraient trouvé la mort en tentant de traverser la frontière.

⁸ Michel Foucault, *Surveiller et punir, naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975

Les tentatives de fermer la frontière la plus traversée au monde, culminant avec la construction du mur, représentent une véritable faille dans le continent, puisque le flux traditionnel de populations entre les deux pays est rendu toujours plus difficile, mais elles incarnent également une fracture idéologique aux conséquences encore inconnues. En suivant la ligne argumentaire de Huntington, l'ALENA ne pouvait être qu'un traité contre-nature, puisque chaque entité, l'Amérique du Nord et le Mexique, est censée appartenir à des blocs de civilisation distincts. L'immigration représente pour la mouvance conservatrice une menace à la « sécurité sociétale⁹ », c'est-à-dire à la capacité même d'une société à perdurer dans ses caractéristiques essentielles lorsque son environnement change. La particularité de l'immigration mexicaine, toujours selon Huntington, est due aux facteurs de continuité, de quantité, de clandestinité, de concentration régionale et de présence historique, qui la caractérisent. C'est la cumulation de ces différents facteurs qui fait de la figure du Mexicain une menace. L'identité WASP, que les conservateurs assimilent parfois à l'identité américaine dans son ensemble, se voit ainsi directement menacée par l'incontrôlable flux venu du Sud. Ce courant migratoire massif et relativement homogène se traduit par une fragilisation des prérogatives étatiques et d'un affaiblissement de la souveraineté, comme l'a bien analysé Laurent Faquet : « L'«effacement» de la frontière par une communauté supranationale d'un côté et le «savoir-traverser» qui en découle de l'autre fonctionnent comme une contestation durable du rôle de limite territoriale, une remise en cause des bases territoriales de l'État. Alors que les représentants de ce dernier cherchent à amener l'individu à faire de la frontière un moyen d'identification de son territoire, de son appartenance nationale, le migrant semble construire son identité sur sa capacité à franchir cette frontière. En somme, le territoire établi et pratiqué par une communauté sur deux États restreint la dimension politique de la frontière : en lui ôtant sa valeur de limite économique, sociale ou culturelle, il la vide d'une grande partie du sens sur

*Le flou territorial mêlé au délitement
du sentiment national contribue à
alimenter la peur de cet « Autre », qui
incarne la perte identitaire*

lequel les pouvoirs centraux s'appuient pour légitimer les processus d'intégration nationale.¹⁰ »

Le flou territorial mêlé au délitement du sentiment national contribue à alimenter la peur de cet « Autre », qui incarne la perte identitaire. Pour les néoconservateurs, le mur représente donc une barrière contre l'invasion mexicaine et contre la *reconquista* redoutée, et représente ainsi l'ultime solution sensée juguler un phénomène qui menace l'identité américaine. La fonction du mur ne se limite par conséquent pas à la lutte contre l'entrée clandestine de migrants ou le narcotrafic, mais elle joue bien le rôle de dernier rempart destiné à protéger la « civilisation états-unienne ». La loi sur l'immigration de l'État d'Arizona, signée le 23 avril 2010, ne fait que confirmer cette tendance. En effet, le fait de sortir de chez soi sans documents de résidence y constitue désormais un crime, instituant ainsi le délit de faciès. Il va de soi, en effet, que de tels contrôles s'effectuent davantage auprès des « latinos » que des WASP. Même si la loi a été sévèrement critiquée par le président Barack Obama et si elle a généré d'importantes critiques au sein de la population américaine, une majeure partie de l'opinion publique, cependant, l'approuve. Tout

comme le mur, elle est un rempart contre la menace hispanique et une gardienne de l'identité américaine. D'ailleurs, le président américain a autorisé à la même période l'envoi d'un

contingent allant jusqu'à 1200 soldats de la Garde Nationale au Sud de la frontière pour officiellement renforcer la lutte contre le narcotrafic¹¹. Huntington n'avait-il pas dit que la division entre Hispaniques et WASP allait remplacer la division raciale entre Noirs et Blancs au titre de plus grave fracture de la société américaine¹²? Même avec un président afro-américain et démocrate au pouvoir, les tenants des clivages raciaux n'ont certainement pas dit leur dernier mot. Malgré diverses tentatives de faire abroger la loi de l'État d'Arizona sur l'immigration, la plus aboutie étant la requête d'injonction initiée par le Département de la Justice (United States of America v. Arizona), le 28 juillet 2010, visant à limiter certains aspects parmi les plus controversés de loi. Le gouverneur de l'Arizona s'est cependant empressé de faire appel du jugement. Quant à Sarah Palin, l'égérie du nouvel avatar néoconservateur, elle a apporté son plein

⁹ Dans les années quatre-vingt-dix, les chercheurs de l'École de Copenhague ont défini la « sécurité sociétale » comme « la capacité d'une société à perdurer dans ses caractéristiques essentielles lorsque son environnement change ou qu'elle est exposée à des menaces hypothétiques ou réelles ». Huntington reprend la notion à son compte, en identifiant l'immigration comme principale menace.

¹⁰ Laurent Faquet, *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*, Espaces et Milieux, CNRS, Paris, 2003, p. 313

¹¹ « Obama to send up to 1,200 Troops to Border », *New York Times*, 25 mai 2010

¹² *Op. cit.*, p. 318

soutien au gouverneur de l'Arizona, en affirmant que « tout autre État frontalier devrait aller dans la même direction que l'Arizona. » Et d'ajouter : « Cette frontière, on va la rendre sûre.¹³ » Le Tea Party apporte ainsi l'eau au moulin nécessaire pour maintenir les crispations identitaires à leur comble.

¹³ Interviewée par *Fox News*, 19 mai 2010.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques
www.ameriques.uqam.ca
Courriel : oda@uqam.ca
Tél.: (514) 987-3000
p. 0382



Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation
Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8